

INTERVIEW de Charles Berte — 39 ans — marié sans enfant.

Q. *Quelle est votre formation ?*

R. Je suis né à Tournai (Belgique).

J'ai fait mes études d'Ingénieur Agronome, orientation forestière à l'Université Catholique de Louvain, où j'ai été diplômé en 1969.

Q. *Vous aviez probablement, depuis un certain temps, l'intention de travailler dans les pays en voie de développement. Comment vous êtes-vous organisé pour trouver un emploi et pour quel employeur êtes-vous parti ?*

R. L'emploi m'a été fourni sur proposition des responsables du Département forestier de l'U.C.L., à la F.A.O. comme expert associé.

Q. *Dans quels pays vous a-t-on envoyé ? Combien de temps y êtes-vous resté ? Avec quels organismes locaux étiez-vous en rapport ?*

R. 1. A Madagascar pendant 5 ans pour la F.A.O. au service des Eaux et Forêts.
2. Au Niger pendant 3 ans pour l'A.G.C.D., au service des Eaux et Forêts.
3. Au Pérou depuis 2 ans, pour l'A.G.C.D., également au service des Eaux et Forêts.

Q. *Pouvez-vous résumer vos activités pendant vos séjours outre-mer ?*

R. A Madagascar, j'ai eu la responsabilité d'un projet de reboisement au niveau de l'infrastructure générale, de la pépinière, du reboisement, de la formation du personnel, etc., dans les Hauts Plateaux et dans le Sud du Pays.

Au Niger, la responsabilité du Département « Aménagement » en ce qui concerne la Foresterie et le génie rural, dans une école pour agents techniques et techniciens forestiers. L'enseignement visait à une formation par objectifs tant sur le plan pratique que théorique.

Au Pérou, la responsabilité de la ligne de recherche « Techniques de plantations et plantations démonstratives » ainsi que la formation du personnel.

Q. *A votre avis, votre présence là-bas a-t-elle été utile ? Pourquoi ?*

R. Oui, car elle a entraîné une prise de conscience par les dirigeants forestiers et les populations locales des possibilités forestières à réaliser pour sauvegarder et améliorer leur territoire. Elle a permis l'échange des techniques de travail ainsi qu'une meilleure compréhension des problèmes rencontrés dans les pays en voie de développement.

Il est essentiel que le responsable soit sur place, par exemple, pour déterminer le moment le plus favorable pour la plantation, pour aussi connaître les causes de mauvais rendements éventuels; les insectes nuisibles, la sécheresse de la couche arable, peut-être aussi la qualité médiocre des graines.

Q. *Vous avez certainement identifié quelques problèmes concernant le développement rural dans les pays où vous avez été envoyé. Pouvez-vous brièvement les évoquer ?*

R. — Le manque d'encadrement et de moyens financiers chez les populations rurales.
— Certains projets sont mal structurés dès le départ.

Q. *Voulez-vous faire quelques commentaires sur des sujets qui n'ont pas été évoqués au cours de ce bref entretien ?*

R. Le suivi des projets. En effet, il est regrettable que le coopérant n'ait que peu ou pas l'occasion de retourner sur place et de constater les erreurs éventuellement commises, erreurs qui risquent donc de se répéter.

La préparation des coopérants. Le manque de préparation, surtout pratique, des jeunes diplômés désirant se rendre pour la première fois dans les pays en voie de développement.

Le manque de directive précise quant au projet et en particulier si le coopérant manque d'expérience.

J'ai eu pour ma part la chance de débiter comme expert associé, à la F.A.O., sans aucune responsabilité au départ mais avec une intégration progressive à celles-ci.